

Pour une modernisation du communisme et du Parti communiste français – La maison du bien commun

Le parti communiste Français est dans une période « charnière » de refondation et de reconstruction de la gauche. Les injustices n'ont jamais été aussi évidentes et la situation s'aggrave. Les évolutions techniques s'accroissent constamment et obligent à définir une nouvelle offre politique globale.

Si la refondation fait partie du vocabulaire courant du Parti face à ses échecs successifs, il semble que malgré l'engagement et la volonté constante d'amélioration, le bénéfice de telle religion soit très éloigné des objectifs et des revendications. Le constat est cruel, le Parti communiste est inaudible, absent des médias dans une gauche décomposée, dépassé par des concurrences marquées par l'individualisme et des propositions peu construites ou aléatoires.

Néanmoins le combat n'est pas vain car le Parti communiste français possède de nombreux atouts qui semblent peu ou mal exploités.

LE PLUS

1/ L'engagement de ses militants, adhérents et sympathisants. Dans une société qui évolue toujours et davantage vers l'individualisme ou le « made by me », le Parti conserve la culture d'un lieu de vie et d'échanges où le dialogue s'est sensiblement amélioré depuis de nombreuses années. Le centralisme démocratique a vécu, il fait partie de l'histoire du Parti mais la pratique du pouvoir interne a forcément évolué vers une construction et direction plus participative et démocratique.

Il existe un besoin naturel et véritable d'échange entre citoyens. Nonobstant les attraits individuels de la société et ses outils merveilleux, le contact humain et l'échange restent un besoin naturel de la vie.

2/ L'existence et le maintien d'un Parti organisé et évolutif dans son fonctionnement démontre ce besoin d'échange. A la différence des mouvements, collectifs, associations, le parti politique conserve des vertus et qualités inégalables. Tout d'abord une organisation qui peut être toujours améliorée mais qui fonde la base des engagements et des actions. La discipline et l'organisation ne sont pas une grossièreté mais le socle de la réussite. La hiérarchisation ne s'entend pas comme une contrainte de management, mais elle intègre naturellement l'ordre des actions, ses moyens, ses priorités. L'existence et le maintien d'un parti politique est le fondement d'une construction. Un mouvement est incapable de s'adapter aux évolutions, il n'est qu'aléatoire et passager. Un parti reste avec son histoire, son patrimoine, ses militants et ses objectifs partagés.

3/ Le nom du parti, le parti communiste français. Il convient d'apporter un approfondissement à cette question.

Comme mentionné, l'existence d'un Parti est la base d'une reconstruction.

Sur la terminologie de communiste ou du communisme, jamais cette qualification et objectif n'ont été aussi modernes. Certes il y a l'histoire du ou des communismes mais la refondation passe nécessairement par une définition et clarification du mot communisme, sa racine, son histoire, son patrimoine et son avenir.

Dans communisme il y a le commun, ce qui nous appartient, ce qui rassemble, ce qui est bon pour l'ensemble, ce qui représente l'ensemble. Dans le cadre de ses nouvelles propositions et actions, le

Parti communiste français peut se présenter comme le défenseur du « bien commun », de propositions élaborées « ensemble », de propositions et d'actions communes. Il en a les talents et les compétences surtout si son offre est modernisée et mieux organisée.

Enfin il s'agit du parti communiste français. Il a son histoire et son patrimoine français. Il n'est plus inféodé à l'Union Soviétique disparue, il ne revendique ou ne cautionne aucune influence étrangère. Il convient ici de rappeler des bases essentielles à la reconstruction.

- Les grandes avancées sociales du XXIème siècle sont toutes liées à la participation des communistes au pouvoir. Le Front Populaire et les congés payés (entre autres), la libération avec la création de la sécurité sociale et la retraite par répartition (entre autres), 1981 et la 5^{ème} semaine de congés (entre autres), 1994 et les 35 heures.

- La capacité démontrée de bonne gestion et d'amélioration sensible de la qualité de vie des usagers par des élus communistes, en particulier au niveau local et territorial. Si l'on juge une bonne politique par l'adéquation entre moyens et résultats, les municipalités et départements gérés par ou avec les communistes sont les mieux administrées de France.

- Malgré l'accélération constante des savoirs et des techniques, la remise en cause permanente du passé, le parti communiste français a continué à exister et conserver un socle de militants et d'élus. C'est une spécificité française qu'il convient de revendiquer et transmettre.

4/ Le parti communiste français dispose de moyens sous-exploités

- Des outils de formation comme le CIDEFE qui sous une forme d'offre améliorée doit pouvoir diffuser plus largement de la formation professionnelle continue tant aux élus qu'aux agents publics ou privés et les militants. C'est un outil d'éducation et de transmission dont dispose peu de partis (peut-être le seul ?)

- Des liens historiques et encore puissants avec les organisations syndicales, qui ouvre des possibilités d'échanges améliorés

- Des élus de terrain, réformistes par nature, formés et habitués à la gestion et aux services publics.

- Un organe de presse national

- Un groupe parlementaire capable de porter des revendications de bien commun.

LE MOINS

Au vu des aspects positifs rappelés, le parti communiste français souffre essentiellement d'une sous exploitation de ses possibilités qu'elles soient militantes, organisationnelles et politiques.

Le parti souffre également d'un manque de vision prospective et reste trop figé sur des slogans et dogmes. Il n'exploite pas suffisamment ses forces et se soumet trop facilement à des propositions extérieures pas toujours bien construites ni fondées.

Si la vision et l'idéologie restent constantes et majoritairement partagées, le Parti a des difficultés à proposer, accompagner, amender, organiser les évolutions naturelles et techniques de la Société.

On peut également reprocher au Parti une surabondance de slogans et un déficit de propositions concrètes applicables dans le mode contemporain. Il apparaît trop anti et pas assez pro, trop destructeur et pas assez constructif, trop démagogue et pas assez moderne quels que soient le bien-fondé de ses critiques.

On peut également lui reprocher la prévalence de l'idéologie sur le concret et un suivisme dans la radicalité contre-productif et à l'opposé de ses intérêts propres.

PROPOSITIONS

Le parti communiste français doit pouvoir se recentrer sur ses forces et ses valeurs. Il doit rester indépendant et retrouver les moyens d'un leadership des forces de progrès et redéfinissant ses actions, ses propositions et son organisation.

1/ Définition du socle commun des revendications.

Le parti communiste français doit tenir compte des évolutions accélérées de la Société, de la baisse constante de sa représentation et la clarté de son message.

Si le parti reste généraliste et conserve une idéologie à vocation internationale et anticapitaliste, les actions doivent être davantage réfléchies tant en réaction des propositions gouvernementales qu'en effectivité et réalisme des solutions proposées.

Si la tendance contemporaine est à l'immédiateté et à la réaction, le Parti doit néanmoins se recentrer sur les domaines qu'il maîtrise le mieux afin de « reprendre la main » et user au mieux de ses capacités tant de proposition que d'opposition.

Il est donc des revendications et spécificités immédiatement identifiables et d'autres plus annexes ou moins urgentes.

- **La Justice**

Parmi ces revendications, la notion de Justice semble prioritaire. Elle intègre l'ensemble des inégalités. La Justice peut être un mot d'ordre et de ralliement prioritaire pour toute action engagée. C'est une notion prioritaire à l'égalité qu'elle intègre selon la vision commune du Parti. La notion de Justice semble plus moderne et plus consensuelle que la seule égalité. Nous réclamons ce qui est

Juste à l'ensemble et l'égalité en est un moyen (éducation, culture, droits individuels et collectifs... etc).

- **Les Solidarités**

Les Solidarités représentent l'ensemble des moyens politiques, économiques, législatifs à l'accomplissement de la Justice.

Ces 2 notions affichées permettent de synthétiser les revendications l'une la Justice sur la revendication, l'autre les Solidarités sur les moyens nécessaires.

Le Parti communiste français est le parti pour la Justice et les Solidarités, c'est sans doute une proposition plus « moderne » et adaptée qu'un parti pour l'égalité et l'anticapitaliste.

2/ La Maison du bien commun

L'avenir d'un parti politique durable et en particulier du parti communiste français tient à sa capacité à respecter ses fondamentaux tout en s'adaptant sans cesse aux évolutions naturelles et techniques de la Société.

Le bien commun, le Salut public, la citoyenneté, la laïcité sont des notions plus anciennes et plus modernes que les règles anti.

La priorité repose sur la base des valeurs et biens communs à respecter et à protéger. Le Parti peut devenir le centre et l'initiateur des propositions citoyennes et de défense du bien commun.

Lieu d'échange et de propositions sur ce qui nous assemble et nous rassemble, le Parti peut devenir un lieu de rencontre, de réflexion, de construction, d'action sur le progrès social et les enjeux du monde contemporain.

3/ L'écoute plutôt que la main tendue.

Le parti communiste français doit davantage s'ouvrir à l'échange et surtout l'écoute des revendications quelles que soient leur nature si la revendication fondamentale repose sur la défense du « bien commun ».

Les lieux de rencontre existent dans chaque section, chaque fédération jusqu'au siège.

Chaque section peut inviter au débat des représentants d'associations ou collectifs extérieurs au titre de la défense de la Justice et des Solidarités ou l'approfondissement des connaissances.

Chaque section peut inviter les représentants locaux de la Croix-rouge, la Licra, L'Unapei, Le secours catholique, l'Unafam, les victimes du terrorisme, ou toute association à caractère politique, religieux, travail, éducatif, social pour inviter à l'écoute et au débat sur des thèmes choisis.

Il ne s'agit pas d'une main tendue en rapport à une définition exclusive du Parti communiste mais d'écoute respectueuse et de participation à la revendication d'autrui co-construite avec l'autre.

Il ne s'agit pas d'ouvrir les portes et les fenêtres à tous vents mais de conserver le cadre du parti et son patrimoine afin d'ouvrir les lieux d'échange et de construction commune sans imposer de règle ou orientation.

Le Parti dispose dans ce cadre d'un outil et d'une structure plus légitime et mieux organisée que LREM ou les Insoumis.

Les outils du Parti permettent d'exploiter ces échanges et d'orienter les propositions et actions.

Sur ces bases d'échanges d'initiative locale, on peut davantage revendiquer des assises nationales organisées par le Parti avec la participation de tout acteur volontaire et dans le cadre de la maison du bien commun.

4/ Une force de proposition et d'amendement.

Comme évoqué, le Parti dispose d'élus de terrain et de parlementaires capables de proposer toute action réglementaire ou législative.

Il convient de proposer une prioritarisation des revendications et actions autour des thèmes généraux retenus (ici Justice et Solidarités) et de renforcer les moyens et connaissances techniques des élus.

Le rôle du Parti est de s'opposer mais également de proposer et construire. Les champs réglementaires et législatifs sont suffisamment larges pour exploiter les failles des propositions gouvernementales ou non conformes au « bien commun ». Il faut surtout se donner les moyens de nouvelles propositions sérieuses, chiffrées, démontrées et faisables. Cela nécessite sans doute un travail de formation selon des priorités fixées par le Parti.

Martin LEHMANN